

Réunion d'information du Conseil de sécurité des Nations Unies sur le maintien de la paix et de la sécurité internationales : la corruption et les conflits

**Exposé de John Prendergast,
directeur fondateur d'Enough Project et cofondateur de The Sentry**

10 septembre 2018

Tout au long de l'histoire, la guerre a peut-être été un enfer pour certains, mais pour de petits groupes qui tirent profit du conflit, elle a été aussi très lucrative. Les conflits les plus meurtriers qui se déroulent aujourd'hui en Afrique – comme ceux au Soudan du Sud, en Somalie, au nord du Nigéria, au Soudan, en République centrafricaine et, peut-être le plus important, en République démocratique du Congo – durent du fait des possibilités extraordinaires d'enrichissement illicite propres à toute économie de guerre, où il existe un lien visible entre la grande corruption et les atrocités de masse. Les armées des États et les rebelles usent d'une violence extrême pour contrôler les ressources naturelles, la main-d'oeuvre et les réseaux de contrebande, notamment ceux spécialisés dans le trafic de la faune sauvage. La violence s'autofinance grâce au pillage des ressources naturelles et au vol des actifs de l'État, en collusion avec des banques et des entreprises ici à New York, à Londres, à Dubaï et en de nombreux centres financiers dans le monde.

Dans ces États africains « pris en otage », dont la dynamique est certainement la même que dans d'autres pays de la planète déchirés par la guerre, comme l'Afghanistan, l'Iraq et la Syrie, des dirigeants militaires et civils utilisent des réseaux de collaborateurs commerciaux et financiers à l'intérieur et en dehors de leur pays pour s'enrichir, faire bénéficier les réseaux commerciaux et politiques et, en général, pour se maintenir d'une main de fer au pouvoir. Les marchands d'armes, les trafiquants d'ivoire, d'or, de diamants et de minerais, les compagnies pétrolières, les entreprises de construction et autres pactisent avec des responsables gouvernementaux et des seigneurs de guerre rebelles – ainsi que, parfois, avec des réseaux terroristes – pour faire profiter au maximum un groupe réduit de personnes. Compétents en technologie et habiles à exploiter les systèmes financiers, commerciaux et de transports légitimes – recourant au blanchiment d'argent, contournant les règlements et les sanctions, couvrant les propriétaires réels, détournant les biens et les ressources de l'État, fraudant le secteur de la sécurité et délocalisant les avoirs – ces réseaux échappent largement aux services de répression, aux règlements et aux sanctions internationales imposées par cet organe et d'autres.

Fondamentalement, ces conflits sont des batailles pour le contrôle des États « pris en otage » et des ressources naturelles, qui enrichissent les pays concernés. Contrôler l'État est le moyen le plus sûr d'accéder à ces ressources. Détourner les budgets de l'État vers les forces armées et de sécurité – principal moyen de réprimer par la violence toute dissidence – est le secret de s'en assurer le contrôle.

Tant que le Conseil de sécurité et d'autres parties intéressées capables d'exercer une influence n'interviendront pas pour changer cette dynamique, la guerre continuera d'être plus rentable que la paix pour ceux qui sont au cœur du conflit et de la corruption. Ceux-là mêmes qui profitent des économies de guerre sont les puissants personnages qui influent sur les pourparlers de paix et qui sont peu enclins – sinon pas du tout – à parvenir à un accord négocié et à le mettre en oeuvre, surtout si souscrire à un tel accord entraîne une perte économique.

Voilà pourquoi les efforts de paix doivent mettre l'accent sur la transformation des conflits, afin de démanteler les économies de guerre et de réformer complètement les institutions de l'État « pris en otage », qui ont souvent favorisé le pillage durant la période coloniale, pour leur permettre d'atteindre l'objectif qui est le leur. Cela est encore plus difficile dans les pays où les ressources naturelles ont offert d'immenses possibilités de pillage et de corruption à des personnes du monde entier.

Chose étonnante et regrettable, il n'existe actuellement pas de stratégie coordonnée pour perturber le détournement illicite de l'argent par les dirigeants et leurs partenaires économiques étrangers, ou pour briser le lien entre corruption et conflit. Chaque année, des milliards de dollars sont injectés sous forme d'aide en Afrique pour remédier à ces terribles désordres. Les institutions des Nations Unies, les contributeurs et les gouvernements donateurs de par le monde financent les forces de maintien de la paix, les programmes d'édification de l'État, l'aide humanitaire, les élections et les processus de paix, mais cette aide n'empêche en rien les dirigeants corrompus et leur réseau de bénéficiaires de voler des milliards de dollars, parce que les diplomates à la tête de ces efforts n'ont tout simplement pas les moyens de changer les systèmes qui perpétuent le conflit. Il ne s'agit pas ici de changement de régime, mais de changement de système.

Pendant longtemps, l'outil de choix pour faire pression sur les acteurs qui sapent la paix et violent les droits de l'homme a été l'imposition de sanctions ciblées. Mais les sanctions souvent imposées par cet organe et par de nombreux États Membres dans ces cas, surtout en Afrique, n'ont pas suffi. Trop peu d'individus sont sanctionnés et trop rarement. Les sanctions sont souvent trop faibles, car il n'existe pas de mandat pour cibler les personnes responsables de la corruption qui mène au conflit. En d'autres termes, nous sanctionnons rarement les personnes au cœur des réseaux responsables de la violence extrême alimentée par la cupidité, pas plus que leurs collaborateurs commerciaux. Au fil du temps, et en l'absence d'une stricte application de la loi, les parties belligérantes en sont venues à ne voir dans ce type de sanctions ponctuelles et appliquées de façon irrégulière qu'une vague nuisance à leurs relations publiques plutôt qu'une menace réelle à leur pouvoir.

Ce qui manque c'est l'utilisation des mécanismes d'intervention, ici des pressions financières, ce qui en fait fausse l'analyse des avantages/coûts pour ceux qui commettent des atrocités et prolongent la guerre. Comme on peut le voir, ces dirigeants et leurs collaborateurs commerciaux ne cachent pas leur argent sous le matelas; mais ils le blanchissent via le système financier international, le placent dans des banques offshore, investissent dans l'immobilier, créent des sociétés écrans, ouvrent des comptes bancaires, ce qui les rend vulnérables. C'est pourquoi il faut s'attaquer à cette activité illicite, d'une valeur de plusieurs milliards de dollars. Ce n'est qu'en perturbant cette activité, en mettant au grand jour et en s'attaquant aux vulnérabilités de ces réseaux cleptomane que les envoyés des Nations Unies et les autres

diplomates pourront réellement avancer dans la négociation et la mise en oeuvre d'accords de paix menant à une paix durable et bénéficiant aux populations qui souffrent depuis si longtemps.

Les moyens d'intervention dont dispose le Conseil de sécurité et les autres parties intéressées sont de trois ordres : premièrement, une approche axée sur l'imposition de sanctions visant la grande corruption; deuxièmement, des mesures contre le blanchiment d'argent qui mettent l'accent sur les mouvements illicites de fonds à travers le système financier international; et, troisièmement, comme le Secrétaire général l'a dit, des poursuites qui, dans ce cas, mettent l'accent sur les infractions financières associées aux atrocités.

Revenons au premier moyen. Les sanctions doivent être imposées à des réseaux entiers, et non seulement à des individus. C'est cette approche que le Conseil de sécurité et d'autres ont adoptée pour amener l'Iran et la Corée du Nord à la table des négociations. Les sanctions qui ciblent les réseaux de la sorte sont des outils puissants pour changer les comportements et faire pression sur les individus afin de les amener à faire des compromis. Ces sanctions ciblant les réseaux donnent des résultats parce qu'elles n'affectent pas que la cible principale des sanctions elles-mêmes, mais aussi les individus et les sociétés qui jouent un rôle important d'appui aux activités des personnes ciblées. Le fait de sanctionner toutes les personnes et entités en une seule fois ou à intervalles rapprochés, et d'appliquer strictement les règles, ce qui est essentiel, prive le réseau de la cible principale du temps nécessaire pour se relever de l'impact financier résultant de son expulsion du système financier mondial.

Pour mettre en œuvre cette approche, le Conseil doit ajouter « la corruption liée aux conflits » en tant que critère de sanctions à ses programmes de sanctions existants et veiller à ce que les groupes d'experts soient chargés de signaler la corruption liée aux conflits. Les groupes d'experts doivent recevoir l'appui nécessaire à cette fin, ce qui suppose de garantir que les responsables de la mort tragique de Michael Sharp et Zaida Catalán seront amenés à rendre des comptes.

Deuxièmement, le Conseil doit renforcer sa collaboration avec les organes qui luttent contre le blanchiment d'argent, notamment le Groupe d'action financière et des organes régionaux similaires, et veiller à ce que les régimes de sanctions prennent en compte la nécessité de lutter contre le blanchiment des recettes de la corruption. Ces organisations ont besoin de l'aide du Conseil de sécurité pour dynamiser leurs travaux.

Une composante importante de tout effort visant à renforcer la capacité du Conseil de sécurité à lutter contre les pratiques de corruption qui alimentent les conflits consiste à ne pas travailler exclusivement avec les gouvernements. Le Conseil pourrait augmenter considérablement son influence en élargissant ses activités de sensibilisation et en collaborant avec les banques et d'autres institutions financières pour lutter contre les conflits alimentés par la corruption. Certains éléments du secteur privé pourraient alors devenir des alliés et aider à la réalisation de ces objectifs.

Troisièmement et finalement, les tribunaux doivent recevoir le mandat nécessaire pour juger les crimes financiers, en particulier ceux qui procèdent de la corruption, lorsqu'ils sont liés à un conflit et des atrocités. La Cour pénale internationale et les autres tribunaux qui ont une compétence particulière,

notamment la Cour pénale spéciale en République centrafricaine et le Tribunal mixte pour le Soudan du Sud, doivent avoir l'autorité nécessaire pour engager des poursuites contre les crimes financiers.

En fin de compte, les outils qui permettent d'exercer une pression financière ne sont pas une fin en soi, mais ils doivent être déployés, comme l'a dit le Secrétaire général aujourd'hui, dans le contexte d'une stratégie globale qui intensifie la diplomatie, appuie les institutions gouvernementales chargées d'assurer la responsabilisation et la transparence, et crée l'espace nécessaire pour permettre à la société civile de promouvoir les droits de l'homme et la réconciliation. Dans le contexte actuel – et c'est bien le hic – les crimes de guerre paient. Pour donner une chance à la paix, ceux qui tirent profit de la souffrance humaine que provoquent les conflits à travers le monde doivent payer un prix, qu'il soit financier, imposé par la loi ou politique, et il importe d'éliminer les facteurs de corruption sur lesquels ils s'appuient.

Je vous remercie, Madame la Présidente, de m'avoir invité à prendre la parole aujourd'hui et d'avoir attiré l'attention sur ce problème crucial. Je remercie également tous les membres du Conseil de sécurité de réfléchir à un plan d'action plus robuste pour lutter contre les conflits alimentés par la corruption qui détruisent la vie de millions de personnes dans le monde entier.

https://www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/PV.8346&Lang=F